

Tunisie : La corruption et l'insécurité, talons d'Achille des entreprises

« *La corruption et l'insécurité marquent encore le climat des affaires en Tunisie* », a fait ressortir une enquête réalisée entre le 23 juin et le 24 août 2012 par l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives (ITCEQ).

L'enquête, dont les résultats ont été présentés mardi à Tunis, lors d'une conférence de presse, est effectuée auprès d'un échantillon de 1050 entreprises privées implantées dans toutes les régions du pays et opérant dans l'industrie et les services.

D'après M. Hmida Khelifi, directeur général de l'ITCEQ, sur les 1050 entreprises interrogées, 807 ont répondu directement au questionnaire, ce qui garantit un taux de réponse de 77 %.

Selon l'étude, 41 % des entreprises disent que l'insécurité est la contrainte la plus dénoncée par les chefs d'entreprises. 6,3 % des entreprises ont dû suspendre leur activité au cours du premier semestre 2012.

53 % des entreprises enquêtées affirment que l'insécurité est le facteur le plus fréquemment mentionné comme « *portant préjudice* » à la compétitivité.

En ce qui concerne la corruption, sujet tabou pour longtemps jusqu'à la révolution, 61 % des entreprises ont refusé de répondre au questionnaire alors que 34 % des entreprises la dénoncent et la considèrent comme contrainte majeure à leur développement.

Ainsi, 22 % des entreprises estiment qu'elles se trouvent, aujourd'hui, contraintes, selon l'étude, de « *se débrouiller pour faciliter leurs affaires* » et de recourir, à cette fin, à des « *versements non officiels* » (pratiques de corruption) contre seulement 17 % qui ne font pas recours à ces pratiques.

La répartition sectorielle des entreprises concernant cette question de corruption a fait montrer que la douane est le secteur institutionnel le plus touché par le phénomène suivi respectivement par la police, le système judiciaire, le système fiscal, les collectivités locales, le secteur financier et les services publics.

D'après l'enquête, ce climat d'affaires marqué encore par des revendications sociales (grèves, sit-in...), a empêché, cette année, 59 % des entreprises à réaliser des investissements. 70 % des chefs d'entreprises estiment, par ailleurs, que la stabilité politique, économique et sociale est un facteur déterminant pour investir.

Pour l'année prochaine, 42 % des entreprises interrogées sur leurs intentions d'investissement envisagent de réaliser des projets contre 41 % qui ne prévoient aucun investissement pour l'instant alors que 17 % sont encore dans l'attente d'une meilleure visibilité du climat des affaires dans le pays.